



26 janvier 2016 : Tous en grève !

Le gouvernement a confirmé son programme : prolongation quasi permanente de l'état d'urgence, et au même moment, poursuite et accélération de sa politique de casse de toutes les garanties collectives et de l'ensemble des conquêtes sociales.

Dans la fonction publique, le point d'indice est gelé depuis 2010, les postes manquent partout, la réforme territoriale et la loi de refondation de l'école sont en passe de dynamiter le service public et les statuts... et le gouvernement annonce qu'il faut aller toujours plus loin dans la mise en œuvre de l'austérité et des réformes en cours.

7 années de blocage des salaires, de baisse des revenus : les personnels n'en peuvent plus ! Non seulement, aucune augmentation n'est prévue pour 2016 mais l'application à marche forcée du protocole PPCR (« *parcours professionnels, carrières et rémunérations* ») et de RIFSEEP (*régime indemnitaire tenant compte des fonctions, sujétions, expertise et engagement professionnel*) va se traduire par l'individualisation des salaires, et de nouvelles remises en cause statutaires.

N. Vallaud Belkacem l'a réaffirmé à l'occasion de ses vœux : il faut aller jusqu'au bout des réformes engagées. Réforme des rythmes scolaires, réforme du collège, régionalisation de l'enseignement professionnel, fusions d'universités... : tout cela ne suffit pas. Elle prépare une nouvelle remise en cause des obligations de service des professeurs des écoles. Elle prétend amener les organisations syndicales à un diagnostic partagé sur la réforme du lycée (dont tous les syndicats reconnaissent qu'elle est un fiasco) pour étendre au lycée la logique du socle commun contre les disciplines, contre les connaissances. Egalement en projet la fusion des écoles et des collèges dans un même « établissement du socle commun » sous la tutelle des collectivités locales.

Avec la réforme territoriale, « tout pouvoir » est donné dès 2016 aux préfets des « grandes régions » et aux nouveaux recteurs de régions académiques pour remettre en cause les structures existantes, fusionner, mutualiser, tailler dans les effectifs.

L'une après l'autre, toutes les mesures de la réforme territoriale et de la loi de refondation de l'école sont en passe de faire exploser l'école républicaine et les statuts nationaux de toutes les catégories de personnels pour les remplacer par une école des territoires, c'est-à-dire par une multitude de règles fixées localement.

Pour les salaires, pour les statuts, pour les postes, il ne reste que le rapport de force !

Les salaires bloqués, le manque de postes, la réforme du collège et l'ensemble des mesures contre l'école et les statuts, la réforme territoriale sont le produit de la politique d'austérité et de déréglementation dont l'état d'urgence sans cesse prolongé est aujourd'hui le moyen.

Pour la FNEC FP FO, l'urgence ce sont les revendications. Pour la FNEC FP FO, il faut stopper cet engrenage infernal. Cela implique de construire le rapport de force avec l'ensemble des salariés, la grève interprofessionnelle.

Le 26 Janvier, les fédérations de fonctionnaires FO, CGT, Solidaires appellent les agents des trois versants de la fonction publique à la grève pour l'augmentation du point d'indice, pour la défense du service public. Le 26 janvier, 13 syndicats de l'enseignement secondaire appellent à construire une grève nationale majoritaire pour l'abrogation de la réforme du collège.

La FNEC FP FO appelle l'ensemble des personnels de l'Education Nationale, de la Culture, de Jeunesse et Sports, à se mettre en grève le 26 Janvier avec tous les fonctionnaires.

Elle appelle les personnels à se réunir en assemblées générales, en heures d'information syndicale pour préparer la grève, décider la grève massive le 26 janvier.

Elle invite ses sections départementales, ses syndicats à prendre à tous les niveaux les dispositions nécessaires pour réaliser l'action commune.